

TROISIEME CONGRES DU CNES

Plusieurs sections demandent le report

Après la section du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) de l'Institut national d'agronomie, plusieurs autres sections de ce syndicat ont appelé au report de son troisième congrès devant avoir lieu du 27 au 29 mars à Chéraga. Un appel qui ne semble pas être entendu par leurs collègues. Des invitations pour assister à ce congrès ont été déjà envoyées.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Des assemblées générales de neuf sections du Cnes ont été tenues en début de semaine pour consulter la base quant à la position à adopter au sujet de la participation ou pas au troisième congrès.

Plusieurs enseignants ont demandé le report de ce congrès, voire même carrément son boycott, au moment où la commission préparatoire a déjà préparé l'ordre du jour.

Les enseignants des universités de l'ouest, représentants des sections de Sidi-Bel-Abbès, Mascara, USTO, ENSET d'Oran, et ceux du Centre universitaire de Béchar et de l'université d'Oran Es-Senia se sont réunis le 13 mars dernier. L'assemblée

générale estime que la situation actuelle du syndicat ne permet pas «de tenir un congrès unificateur et crédible et son report devient une nécessité vitale».

L'assemblée générale se dit étonnée du «choix de Annaba comme lieu de tenue du dernier conseil national avant le congrès et estime que ce choix n'est pas à même de faciliter le retour de la sérénité au sein des rangs du Cnes».

Le conseil national du Cnes s'est réuni à Annaba les 15 et 16 mars derniers en session ordinaire pour mettre au point les derniers préparatifs au troisième congrès.

Il s'est même félicité du renouvellement des sections locales conformément aux circulaires organiques



à l'exception de celles de l'USTO, de Blida et de l'USTHB qui ont été gelées.

Les enseignants de l'Université Saâd-Dahlab de Blida ont appelé l'ensemble des sections Cnes à œuvrer pour le report du congrès afin de «préserver notre syndicat démocratique et revendicatif».

Les sections du Cnes de l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla et celle de Chlef demandent aussi le report du congrès.

Elles souhaitent également la suspension du bureau actuel jusqu'à l'aboutissement à un terrain d'entente par les deux parties.

La section de la Faculté des hydrocarbures et de la chimie (FHC) de Boumerdès a décidé de boycotter les travaux du troisième congrès du Cnes.

Elle estime que «le congrès doit être le lieu pour rassembler et unifier les rangs et ceci, en dépit

des divergences des points de vue». Dans sa déclara-

tion publique, elle a abordé la question du logement, notamment le chantier LSP de Boudouaou. «Les enseignants ont constaté l'arrêt des travaux de construction des logements destinés aux enseignants de l'UMBB. De plus, une révision en hausse et unilatérale du coût a été décidée par les promoteurs de ce projet. Cette hausse dépasserait les 30% selon certains enseignants concernés», est-il noté.

Une commission de logement a été dérogée lors de cette assemblée générale pour prendre en charge la question du logement au niveau de l'UMBB. M. O.

ALGER

Deux soldats sauvagement assassinés à Béni-Messous

Deux jeunes militaires appartenant au Groupe d'intervention spécial (GIS) ont été sauvagement assassinés à l'arme blanche, lundi dernier, en début de soirée, à proximité de l'hôpital de Beni-Messous à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Les deux victimes ont d'abord été poignardées et l'une d'entre elles sera ensuite égorgée, avons-nous appris de

sources dignes de foi.

Ce qui privilégie grandement la piste du GSPC affilié à Al-Qaïda qui utilise régulièrement ce rituel macabre.

Vraisemblablement, les terroristes se sont introduits à partir de l'hôpital, profitant d'une faille dans la muraille qui sépare l'enceinte hospitalière de ce qui fait office d'un périmètre de sécurité, une forêt qui sépare à son tour l'hôpital de deux casernes de l'ANP.

Selon nos sources, des adolescents ont l'habitude

de s'infiltrer dans cette forêt pour se "shooter" à la drogue ou à l'alcool, loin des regards indiscrets. Y rencontrer des personnes "civiles" est donc une banalité.

Ce qui semble avoir trahi la vigilance des deux militaires assassinés.

K. A.

SELON L'OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES

Hausse des prix à la production industrielle

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures ont progressé de 2,4% pour le secteur public et de 1,9% pour le secteur privé en 2006 par rapport à 2005, selon les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS).

Cette progression est due, essentiellement, dans le secteur public, à une hausse des coûts de production dans les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME), de plus de 3,7%.

Pour l'industrie chimique, l'augmentation des coûts de production est de

plus 2% et ce chiffre est le même dans les industries manufacturières.

Dans le secteur agroalimentaire, cette hausse est moindre et se situant à plus de 1,5%. Ce sont les chiffres avancés par l'ONS et rapportés par l'APS. Aussi, un accroissement a été enregistré dans le secteur des industries textiles,

car les prix à la production ont progressé de 0,2% et ceux des industries du bois de plus de 0,8% à cause d'une forte hausse dans l'industrie de l'ameublement (+8,8%).

En revanche, le secteur des mines et carrières a connu, durant l'année écoulée, un recul, soit une baisse de 2,7% de ses prix à la production, comme pour le secteur des industries des cuirs et chaussures (0,2%).

Concernant les prix à la production dans le secteur de l'énergie, il a enregistré,

l'année dernière, une hausse de 2% alors qu'une relative stabilité est observée dans beaucoup d'autres branches, selon la même source.

Dans le secteur privé, l'Office national des statistiques fait savoir que les prix à la production industrielle ont connu une hausse de 1,9% attribuable, notamment, aux ISMME (+11,8%) alors que les industries textiles ont connu une baisse (-0,9%).

S. B.

ECHEC DES NEGOCIATIONS SUR LES SALAIRES

Le syndicat Giplait menace d'une grève de quatre jours

Suite à l'échec des négociations engagées entre les syndicalistes du groupe Giplait et les responsables du groupe, le conseil national syndical des filiales du groupe Giplait a décidé à l'unanimité de ses membres d'observer une grève de quatre jours à compter du 1er avril prochain. Cette décision a été rendue publique dans un communiqué de presse dans laquelle, les signataires considèrent qu'«il y a volonté délibérée de bloquer les négociations et une fausse volonté du groupe à négocier».

A l'origine de cette décision, «l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations entre les deux parties au sujet de la revalorisation des salaires». Une revalorisation qui devait intervenir dans le cadre des négociations de branches. Pour la coordination syndicale du groupe Giplait, «les tentatives engagées par les représentants des travailleurs pour faire aboutir les négociations dans un climat serein et fraternel ont connu une fin de non-recevoir».

Suite à cela, ajoute la même source, «la coordination syndicale du groupe Giplait a opté pour une démonstration de force en déposant un préavis de grève nationale de quatre jours à compter du 1er avril prochain, et ce, «dans le respect des procédures légales prévues en la matière».

A. B.

TERRORISME

Une bombe artisanale désamorcée à Tiaret

Une bombe artisanale a été désamorcée, hier, aux environs de 8h30 du matin, près d'un bar situé sur la voie menant à la cité Mohamed-Djahlane dans la partie sud de la ville. En effet, l'engin dissimulé dans un sac en plastique a été déposé devant un débit de boissons alcoolisées, et c'est un jeune exerçant dans un restaurant mitoyen qui avait aperçu le sac avant d'alerter les services de sécurité. Arrivés sur les lieux, ces derniers ont bouclé la zone et fait appel aux artificiers qui ont aussitôt désamorcé, à distance, l'engin qui aurait pu causer des dégâts humains et matériels. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour tenter d'identifier le ou les poseurs de la bombe.

M. B.